

L'emploi public local est-il attractif ?



Près de neuf Français sur dix se déclarent prêts à travailler pour leur ville. C'est l'enseignement marquant d'une enquête nationale dévoilée début juillet par Villes de France, avec MonAvisCitoyen.fr, Jobpublic.fr et Fursac Anselin. Plus de 15 000 habitants, répartis dans 3 500 communes, ont partagé leur vision des forces et des freins de l'emploi territorial.



88% DES FRANÇAIS
POURRAIENT TRAVAILLER POUR UN SERVICE PUBLIC LOCAL
seul 8% ne le pourraient pas

78%
Pour sa mairie

59%
pour son département

46%
pour sa région

29%
pour l'État

LES PRINCIPAUX LEVIERS D'ATTRACTIVITÉ

Les trois premiers critères de motivation exprimés par les personnes favorables à l'emploi territorial sont :

TRAVAILLER CHEZ MOI :

65 %

SERVIR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

59 %

PARCE QUE J'AIME MA VILLE

56 %



Viennent ensuite la stabilité de l'emploi (**citée par 37 %**), l'intérêt et la diversité des métiers (**33 %**).

« Avec l'âge, l'intérêt général prend de plus en plus d'importance », relèvent les auteurs de l'enquête. Et lorsqu'il s'agit de métiers de la fonction publique territoriale, certains domaines suscitent davantage de vocations : en tête, les **écoles**, suivies de l'**administratif**, des **espaces verts** et de la **sécurité**.

LES PRINCIPAUX FREINS D'ATTRACTIVITÉ

À l'inverse, les freins à l'attractivité, qui empêchent les Français de travailler pour leur mairie, sont :

40 %

des salaires trop bas

25 %

des évolutions de salaires trop faibles



23 %

des évolutions de carrières rigides

À noter : **18 % des Français** auraient du mal à travailler pour leur mairie s'ils ne partageaient pas les opinions politiques du maire.

Selon l'enquête, les freins liés aux salaires sont encore plus prégnants dans les villes de plus de 20 000 habitants.

Si une majorité de Français se disent prêts à travailler pour leur mairie, l'attrait varie selon les régions et la taille des communes. « Plus c'est local, plus c'est fort : les petites villes bénéficient d'un capital de confiance supérieur aux grandes métropoles », résumant les commanditaires.

L'emploi public, loin d'être rejeté, séduit. Il symbolise à la fois stabilité et engagement, mais reste attendu sur des enjeux concrets : mobilité interne, rémunération, reconnaissance. À l'approche des municipales de 2026, le constat est clair : « l'attractivité de l'emploi public est un enjeu démocratique. Les Français veulent du sens, pas seulement un statut », concluent les auteurs de l'enquête.